

## TERMES DE REFERENCE

pour le recrutement d'un(e) consultant(e) national(e) en charge de la réalisation de l'étude socio-anthropologique sur les normes et pratiques discriminatoires en RCA

N°\_IC/66/GEN/2021\_\_\_\_\_

Date : 19/08/2021

---

Pays : République Centrafricaine

Projet a : Genre

Titre du poste : Consultant(e) de compétence nationale en charge de la réalisation de l'étude socio-anthropologique sur les normes et pratiques discriminatoires en RCA

Lieu d'affectation : Bangui, avec possibles missions à l'intérieur du pays. (Mbaiki, Bambari, Bouar, Berberati, Nola, Ndéle)

Type de contrat : Contrat individuel

Durée de la mission : 30 jours de travail effectifs répartis sur une durée totale n'excédant pas 45 jours calendaires

Date de début de la mission : 15/09/2021

---

Les Termes de Références (TDR) complets sont à télécharger sur le site le <http://procurement-notices.undp.org/> ou à retirer au bureau du PNUD à Bangui/République Centrafricaine. Les candidat(e)s intéressé(e)s sont invité(e)s à soumettre leurs offres (techniques & financières) de service par courriel en fichier séparé via l'adresse [achats.cf@undp.org](mailto:achats.cf@undp.org) au plus tard le vendredi 03 septembre 2021, à 12 h 00, heure de Bangui, en indiquant la référence IC/66/GEN/2021 (si cette référence n'est pas indiquée en objet de votre mail, votre offre ne peut être considérée). Toute demande de clarification doit être envoyée par écrit ou par email à l'adresse suivante : [procurement.cf@undp.org](mailto:procurement.cf@undp.org). L'unité compétente répondra par écrit ou par e-mail, et enverra à tous les soumissionnaires les copies des réponses écrites avec toutes les clarifications nécessaires sans mentionner l'auteur de la question.

---

## I. Contexte

Les crises successives connues par la RCA depuis plusieurs années ont eu un impact négatif sur les femmes et les filles qui ont des capacités, des forces et des vulnérabilités différentes de celles des hommes. Cela est dû entre autres à leur forte vulnérabilité et aux normes sociales et culturelles préexistantes ainsi qu'aux attentes placées en elles, telles que leurs hautes responsabilités au sein du foyer et de la communauté, les mariages précoces et forcés (y compris le sororat<sup>1</sup> et le lévirat<sup>2</sup>), le faible pouvoir de décision par rapport aux hommes, l'engagement limité dans le travail rémunéré et les faibles niveaux d'éducation. Les conditions qui prévalent ont en outre augmenté les risques de protection, notamment la violence sexuelle et sexiste et les questions liées aux droits fonciers et de propriété.

Le poids des us et coutume en RCA dépasse les barrières ethniques et religieuses<sup>3</sup> où l'exclusivité de l'autorité et l'exercice du pouvoir revient aux hommes. Bien que les femmes jouent souvent le rôle de conseillères de leurs maris, leur comportement est fortement influencé par le poids de cette soumission (exemple : les femmes ne peuvent pas prendre la parole au milieu des hommes, elles ne peuvent pas s'exprimer en public, bénéficier des soins de santé ou exprimer leur vote sans l'autorisation du mari, etc.<sup>4</sup>).

La gestion du temps dans les ménages centrafricains reste influencée par cette répartition inégale des rôles entre l'homme et la femme. Dans le milieu rural par exemple où se concentre 68% de la population, la femme partage son temps entre appuyer son mari dans ses activités productives dans l'exploitation agricole familiale et les fonctions reproductives dont elle est responsable (travail domestique, tenue du ménage et gestion des enfants). Ces rôles bien définis et stricts ne sont presque pas interchangeable, notamment à cause du risque de violence basée sur le genre et notamment de violences conjugales auxquelles font face les femmes, mais également à cause du sentiment d'infériorité qui leur a été inculqué dès la naissance, les faisant se sentir incapables de prendre part à des rôles traditionnellement masculins<sup>5</sup>.

---

<sup>1</sup> Lévirat signifie obligation pour un homme d'épouser la veuve de son frère mort (Petit Larousse 2009).

<sup>2</sup> Sororat signifie la sœur cadette de l'épouse décédée vient remplacer celle-ci auprès du mari (Petit Larousse 2009).

<sup>3</sup> D'après les résultats du Recensement Général de la Population et de l'Habitation de décembre 2003 publié en 2005, la RCA dispose de plus de 80 groupes ethniques dont environ 38,9% sont Gbaya-Mandja et vivent à l'ouest du pays, 22,9% sont Banda et vivent principalement situé dans le nord et le centre du pays et 7,9% sont Ngbaka-Bantou et vivent dans le sud-ouest de la RCA et 7,9% sont Sara et vivent dans le Nord-ouest du pays.

<sup>4</sup> Les conditions qui favorisent/facilitent leurs capacités de s'exprimer en public sont souvent liées à l'âge (plus une femme est vieille, plus sa communauté est ouverte à la laisser parler en public), au niveau d'éducation et à l'autonomisation économique.

<sup>5</sup> Action Contre la Faim (2019).

Le niveau d'éducation des femmes est aussi très faible en RCA. Le taux d'alphabétisation des femmes est inférieur à celui des hommes, en particulier dans les régions affectées par les conflits et dans les zones rurales, où des facteurs tels que la faible perception de la pertinence de l'éducation et les taux élevés de pauvreté ont un impact négatif sur l'éducation des filles. Dans les zones urbaines où le taux d'analphabétisme global demeure faible la proportion de femmes analphabètes est plus élevée que celle des hommes. En dépit d'autres facteurs, le poids des tâches reproductives assignées aux femmes et la faible participation des hommes à ces tâches réduisent le temps dont disposent les femmes et les jeunes filles pour se consacrer à leur propre éducation.

Par ailleurs, la crise de la Covid-19 a exacerbé les inégalités existantes entre les hommes et les femmes en raison des conditions économiques et politiques difficiles et multidimensionnelles, notamment par l'insécurité et conflit prolongé, l'absence d'autorité de l'État et de présence dans l'ensemble du pays, et donc de capacité à fournir des services publics de base à la population, l'extrême pauvreté, la fragilité des systèmes de santé publique, l'accès insuffisant à l'eau potable et aux installations sanitaires, le niveau de chômage très élevé, ainsi qu'une agriculture essentiellement pluviale ; etc.<sup>6</sup>

Même si les statistiques<sup>7</sup> fournies par le Ministère de la santé relèvent que la maladie du Corona virus semble avoir des conséquences physiques plus marquées pour les hommes (vraisemblablement à cause d'habitudes de santé genrées et du manque d'intérêt des femmes à se faire dépister), cette crise a aussi occasionné un risque accru de violation des droits des femmes<sup>8</sup>, des filles et des enfants, avec un potentiel de multiplication des cas de viol, de violence domestique, de mariage précoce et d'autres formes de violence basées sur le genre<sup>9</sup>. La fermeture des écoles et des espaces amis d'enfants, ont exposé davantage les enfants entre 10 et 14 ans aux risques de violence sexuelle, notamment intrafamiliale et de mariage d'enfants. En 2020, 3.5% des patients adultes ont été victimes de viols à plusieurs reprises, contre 17% des mineurs. Ainsi, les survivant-e-s mineur-e-s sont cinq fois plus vulnérables au risque de nouveaux viols que les adultes.<sup>10</sup>

Prenant en compte ces défis, le PNUD met en œuvre un Programme Genre avec une approche globale visant notamment à 1) renforcer le cadre légal et institutionnel de promotion et protection des droits des femmes, 2) renforcer le leadership et la participation des femmes aux mécanismes de relèvement et de résilience au niveau national et local 3) lutter contre les inégalités économiques qui constituent l'un des

---

<sup>6</sup> COVID-19: socio-economic response and recovery plan, UN CAR, p.5

<sup>7</sup> Rapport de situation journalière de Covid-19 en RCA au 17 août 2020 : 4679 cas confirmés (1261 de sexe féminin et 3418 cas masculin)

<sup>8</sup> Système de Gestion de l'information sur la Violence Basée sur le Genre (GBVIMS) : en 2019, 13 028 cas de VBG dont 23% de violences sexuelles. 16 % des personnes survivantes étaient âgées de 0 à 17 ans, et 94% étaient de sexe féminin. 16% des victimes avaient reçu une assistance en moyens de subsistance et 0,2% une assistance dans un lieu de refuge/d'hébergement.

<sup>9</sup> Evaluation of the socio-economic impact of the coronavirus (COVID-19) pandemic in the Central African Republic, May 2020.

<sup>10</sup> Note de plaidoyer pour renforcer la prévention et la prise en charge holistique, Cluster Protection, juillet 2020.

obstacles que les femmes et les filles doivent surmonter pour s'engager dans des activités sociales, politiques et économiques rentables, et 4) renforcer la dynamique des femmes et des hommes y compris des OSC pour militer efficacement pour le respect des droits des femmes 5) lutter contre les normes et pratiques sociales discriminatoires.

Dans le cadre de ce dernier axe et dans l'optique de disposer des données nécessaires à l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies efficaces de changement social et comportemental en faveur de l'égalité de genre, un (e) consultant (e) sera recruté (e) pour mener une étude socio-anthropologique sur les normes et pratiques discriminatoires en matière de genre dans les zones du Programme. Cette étude constituera un levier pour la réalisation future des actions en lien avec ledit axe.

## II. Objectifs de la consultance

L'objectif de la consultation est de présenter un aperçu de la situation des normes et pratiques positives et discriminatoires concernant l'égalité femmes-hommes et l'autonomisation des femmes dans les zones choisies et partager des recommandations afin d'intégrer efficacement le genre dans les actions de sensibilisations et dialogues communautaires sur la modification des pratiques discriminatoires à mettre en place par le Programme ;

L'étude devra répondre aux objectifs spécifiques suivants :

- Obtenir un niveau de compréhension approfondi sur les déterminants socioculturels et anthropologiques et les barrières qui influencent les normes et pratiques discriminatoires en matière d'égalité des sexes dans les zones choisies
- Identifier les représentations et les pratiques positives et discriminatoires populaires en matière d'égalité des sexes dans les zones
- Identifier les défis clés ainsi que les opportunités, y compris par l'échange de bonnes pratiques sur comment aborder les discriminations liées au genre et la promotion des droits des femmes ;
- Identifier les approches et mécanismes que la communauté voudrait que le programme mette en place pour transformer les rapports entre les hommes et les femmes et faire avancer l'égalité femmes-hommes et l'autonomisation des femmes au niveau national en général et dans les zones cibles en particulier
- Proposer une feuille de route pour aborder les discriminations liées au genre et améliorer le statut social des femmes et des filles notamment en engageant les communautés et leurs dirigeants dans un dialogue communautaire sur la modification des pratiques discriminatoires.

### III. Livrables attendus

Les prestations demandées à l'expert(e) national(e) s'articulent autour de la livraison des produits suivants :

- *Livrable 1 : Un rapport initial intégrant une méthodologie détaillée de la mission, un plan de travail avec chronogramme, et le mapping des documents existants*  
*Dès sa prise de fonctions, le/la consultant national (e) disposera de 5 jours ouvrables pour proposer un rapport initial. Ce rapport servira à affiner la méthodologie de l'étude sur la base des rencontres et informations préliminaires récoltées. Le consultant élaborera une note méthodologique précisant les acteurs à engager dans le cadre de l'étude, la configuration des groupes de travail et/ou des entretiens envisagés, la liste des analyses et études déjà disponibles ayant un lien avec la présente étude et proposera une ébauche du mapping. Le rapport initial indiquera aussi le plan et le chronogramme du travail, les techniques et outils de collecte et d'analyse de données qualitatives et/ou quantitatives qu'il/elle préconise, en identifiant et expliquant clairement les différentes étapes de l'étude*
- *Livrable 2 : Un rapport provisoire de l'étude : 20 -ème jour de mission*  
*Cette ébauche du rapport sera présentée pour consultation et enrichissement par le groupe de référence*
- *Livrable 3 : Le rapport final de l'étude : 30 -ème jour de mission.*

### IV. Composition du dossier de candidature

Une proposition technique incluant :

- Une lettre de motivation adressée à la Représentante Résidente du PNUD en RCA justifiant son intérêt la mission, ses capacités et son engagement à la réaliser de manière exhaustive, qualitativement et dans les délais prévus,

Les copies des diplômes, certificats, attestations de bonne fin de service et autres, pertinents pour la mission.;

- Un curriculum vitae détaillé mettant en relief, de manière claire et précise, les domaines d'expériences et de réalisation pertinents (institution cliente , objet de l'étude, année de réalisation et résultats obtenus), qualifiant le/la candidat (e ) pour la présente mission ainsi que les contacts téléphoniques et les adresses email d'au moins 3 personnes de référence pouvant valablement attester de la capacité du/de la candidat (e ) à réaliser, en qualité et dans les délais, la mission de consultance ainsi que de vos qualités professionnelles et morales
- Une note explicative sur la compréhension des Termes de Référence et l'exposé pertinent du candidat/de la candidate, de ses qualifications et compétences probantes et documentées, y compris les références aux missions de nature, contexte, volume et complexité similaires à celle envisagée dans les présents TDRs, à la réaliser en qualité et dans les délais prévus de la mission ;
- Une brève présentation de l'approche méthodologique et de l'organisation de la mission envisagée.

Une offre financière incluant : les honoraires du consultant, précisant, sur la base de l'approche forfaitaire, le montant des indemnités journalières, le nombre de jours de travail prévus, sur la base de produits/livrables précis et mesurables (qualitatifs et quantitatifs), même si les paiements seront effectués par tranches ou en une seule fois à l'achèvement total du contrat.

L'offre financière devra spécifier le montant forfaitaire total ainsi que l'échéancier de paiement en fonction des livrables mesurables (qualitatifs et quantitatifs) – paiement en tranches ou après accomplissement du travail. Les paiements sont basés sur les produits spécifiés dans les TDR. Pour faciliter la comparaison des offres financières, l'offre devra mentionner le détail du montant forfaitaire global (per-diem, jours de travail, etc.).

Exemple de présentation de l'offre Financière

Désignation	Unité	Montant	Nombre/qté	Montant
Honoraire	Homme/jour			
Perdiem s'il y a (suivant le chronogramme de mission et en cohérence avec cette planification)	Homme/jour			
Frais de communication téléphone et internet	FORFAIT MENSUEL			
Location véhicule déplacements dans les provinces	Jour de mission			
Autre frais s'il y a (à préciser)				

## V. Qualifications et expériences requises

Le/la consultant(e) national(e) retenu(e) pour effectuer cette mission devra disposer des qualifications suivantes :

Formation :

- *Être titulaire au minimum d'un diplôme de niveau Maitrise/Master en genre, sociologie, droit ou toute autre discipline pertinente.*

Expérience de travail

- *Au minimum 5 ans d'expérience professionnelle dans le domaine de genre et des droits humains, y compris dans le domaine Femmes, paix et sécurité et*

*autonomisation économique des femmes, notamment la réalisation de manière concluante, documentée d'au moins 2 (deux) missions d'objet et de complexité similaire ;*

- *Expériences précédentes dans le domaine de l'élaboration participative et inclusive de programmes et d'études en matière d'égalité des sexes, notamment la réalisation de 2 (deux) études d'objet et de complexité similaire dans le contexte de l'Afrique subsaharienne ou de préférence en République Centrafricaine ;*
- *Une connaissance du contexte des zones cibles du Programme Genre serait un atout.*

#### Langue

- *Excellente maîtrise du français écrit et parlé.*
- *La maîtrise de l'anglais serait un atout.*
- *Connaissance du Sango*

Tout(e) candidat(e) ne remplissant pas l'une des conditions de sélection citées ci-dessus sera exclu(e) du processus.

#### Compétences de base :

- *Connaissances approfondies dans les questions de genre, en particulier dans le contexte de la République Centrafricaine ou dans la Région Afrique subsaharienne ;*
- *Connaissance des concepts, principes et outils liés à la consolidation de la paix , à la participation et autonomisation des femmes*
- *Expertise en processus inclusifs d'étude, de recherche et de formulation de recommandations sur des stratégies politiques en lien avec le genre.*
- *Expérience dans un contexte de post-conflit et de pays en voie de développement, en particulier dans la collaboration avec les autorités nationales, les organisations de la société civile et les partenaires techniques et financiers.*

#### Compétences liées aux Nations Unies :

- *Démontre son intégrité par le respect des valeurs et de l'éthique des Nations Unies ;*
- *Promeut la vision, la mission et les buts stratégiques des Nations Unies ;*
- *Respecte les différences culturelles, de genre, de religion, de race, d'âge et de nationalité ;*
- *Traite ses collègues équitablement et sans favoritisme.*

## Compétences liées au poste :

Expertise technique : Démontre sa compétence technique dans le domaine d'expertise requis ; Fait preuve d'une capacité à comprendre son environnement, sur le plan organisationnel et stratégique ; transmettre sa connaissance à travers tout support approprié (note, présentation orale, etc), proposer des options programmatiques et offrir des solutions pragmatiques aux défis rencontrés ;

Capacité d'analyse et de synthèse : Excellente capacité à analyser une situation et à en transmettre la synthèse. Aptitude à articuler des options et faire des recommandations basées sur une analyse circonstanciée ;

Capacité de développer des études avec des plans d'action : Excellente capacité dans le développement de plans d'action, de formulation des objectifs stratégiques et de les traduire en objectifs opérationnels ;

Capacités de rédaction : Excellentes capacités rédactionnelles en français ;

Travail en équipe : Aptitude à travailler en étroite collaboration avec le supérieur hiérarchique, les collègues du projet et du Bureau Pays du PNUD. Possible synergie d'actions avec les collègues d'ONU Femmes, de la MINUSCA et du Bureau de Coordination des NU, les partenaires nationaux ainsi que toute autre personne concernée par le projet, et capacité à maintenir de bonnes relations de travail dans le respect de la diversité ;

Communication : Démontre de bonnes capacités de communication orale et écrite ; cela inclut notamment la capacité à rédiger des rapports et faire des présentations orales ; transmettre des positions institutionnelles sur des questions difficiles ;

Maîtrise personnelle : Aptitude à travailler sous pression dans un environnement complexe et évolutif. Capacité à travailler de façon impartiale, avec tact et discrétion ; Une forte disponibilité avec des déplacements dans le pays.

### 1. IV Critères d'évaluation Évaluation technique :

Les candidats qui auront plus de 70% des points seront retenus pour l'étape suivante.

Le tableau des critères techniques :

## VI. Critères d'évaluation

Évaluation technique		Note maximum
1.	Diplôme Etre titulaire au minimum d'un diplôme de niveau Maitrise/Master en genre, sociologie, droit ou autre discipline pertinente	10
2	Expérience <ul style="list-style-type: none"> <li>- Au minimum 5 ans d'expérience pertinente dans le domaine de genre et des droits humains, y compris dans le domaine de femmes, paix et sécurité et autonomisation économique des femmes (15)</li> <li>- Disposer d'une antériorité de réalisation participative et de rédaction d'au moins 2 études pertinentes, documentées, de, y compris leur rédaction, dans le domaine de l'égalité des sexes (15) ;</li> <li>- Expérience de réalisation dans le contexte post conflit (10)</li> <li>- Connaissance de la zone du projet (10)</li> <li>- Expérience de travail avec les Nations Unies sur les questions de droits humains et du genre (10)</li> <li>- Compétences linguistiques (10): Français (4) ; Sango (4) Anglais(2)</li> </ul>	60
4	Compréhension de la mission et approche méthodologique Bonne compréhension de la mission dans ses objectifs, son contexte, en particulier les parties prenantes et ou intéressées (15 points)  Formulation pertinente de l'approche de mise en œuvre de la mission, précisant les sources documentaires requises, les parties prenantes et/ou intéressées à consulter les méthodes de travail, avec une articulation progressive et cohérente, entre les résultats de départ, intermédiaires et finaux, soutenu par un chronogramme de travail adapté à la durée de la mission, et tenant compte du contexte de la formulation ainsi que de la mise en œuvre des résultats de l'étude (15 points)	30
Total		100

### 2. Évaluation financière :

Après vérification de l'adéquation entre les propositions financière et technique, chaque offre financière (F) recevra une note financière (NF) calculée par comparaison avec la proposition financière la moins disante (Fm) de la manière suivante :  $NF = 100 \times Fm / F$  (F étant le prix de la proposition financière).

### 3. Note finale :

Pour finir, les propositions seront ensuite classées en fonction de la note totale pondérée : Note Globale = 0,7\*Nt + 0,3\*Nf. L'offre sera adjudgée à l'égard de la soumission ayant obtenu la note totale pondérée la plus élevée tout en tenant compte des principes généraux du PNUD (coût et efficacité). Le PNUD ne s'engage en aucun cas à choisir forcément le ou la consultant(e) offrant le plus bas prix.

#### VII. Echéance de réalisation des livrables et modalités de paiement

Délivrables	Echéance en Jours de travail effectifs cumulés	Paiement en pourcentage du montant total du contrat
Livrable 1: Un rapport initial intégrant une méthodologie détaillée de la mission, un plan de travail avec chronogramme, et le mapping des documents existants	5 jours de travail effectifs	20%
Livrable 2: Rapport intermédiaire comprenant la version provisoire de l'étude qui sera présentée pour consultation et enrichissement par le groupe de référence	20 jours de travail effectifs après la date de la validation du rapport initial	60%
Rapport final de mission comprenant la version consolidée de l'étude	5 jours de travail effectifs après la date de la validation du rapport intermédiaire	20%
<b>TOTAL</b>		<b>100%</b>